

CASSONS LA DÉCISION DE MURIEL PÉNICAUD RÉINTÉGRATION DE GAËL QUIRANTE!



Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92, syndicat majoritaire à La Poste des Hauts-de-Seine, a été licencié en avril 2018 sur décision de la ministre du Travail de l'époque : Muriel Pénicaud

Il fait partie des 150 postières et postiers du 92 qui ont fait 15 mois de grève en 2018-2019. Une grève qui a mis en évidence que La Poste volait du temps de travail à grande échelle aux dépens de la santé des postiers et au péril du service public, comme l'a révélé l'émission Envoyé Spécial en septembre 2019. Une grève victorieuse qui a montré qu'il était possible de faire plier le plus gros employeur du pays après l'Etat. C'est ce symbole de lutte victorieuse que La Poste tente de briser.

UNE PROCÉDURE DE LICENCIEMENT DISCRIMINATOIRE

Son licenciement a été refusé successivement par l'Inspection du Travail en 2010, par le Ministre du Travail en 2011, puis par le Tribunal Administratif en 2014. La Cour d'Appel a cassé cette dernière décision en 2017, relançant ainsi toute la procédure. L'Inspection du Travail a à nouveau refusé son licenciement en 2017. La Poste a alors saisi la Ministre du Travail. Le rapport de la contre-enquête suite à ce recours avait confirmé le refus de licenciement :

- « Aussi, compte tenu du contexte dans lequel les faits s'inscrivent et du climat délétère qui prévalait à l'époque en raison notamment de la durée excessivement longue de la grève et du comportement de La Poste, les faits en cause ne sont pas d'une gravité suffisante pour justifier le licenciement de Monsieur QUIRANTE. »

- « Le salarié a fait l'objet de nombreuses

sanctions disciplinaires, dont certaines apparaissent comme particulièrement sévères, disproportionnées ou discriminatoires. »

- « La société a adopté un comportement discriminatoire vis-à-vis de Monsieur QUIRANTE en exerçant des pressions sur d'autres agents afin d'obtenir des témoignages contre lui. »

Muriel Pénicaud qui avait été épinglée en tant que PDG de Business France pour 671 infractions au Code du Travail, a pourtant choisi de passer outre l'avis de ses propres services, et a choisi de licencier Gaël, ce qui a déclenché la grève de 15 mois des 150 postiers du 92.

L'ACHARNEMENT RÉPRESSIF CONTINUE MAIS ON EST TOUJOURS LÀ !

Gaël et ses camarades de La Poste du 92 n'ont pas baissé la garde. **En janvier 2019 une décision du tribunal de Versailles a donné à Gaël la possibilité de continuer à intervenir en tant que délégué syndical malgré son licenciement.**

8 convocations au commissariat, 7 procès, 3 mois de prison avec sursis et 5 ans de mise à l'épreuve, 2 gardes-à-vue, 2 mises en examen : La Poste tente de rattraper le terrain perdu depuis la fin de la grève en s'appuyant sur l'Etat pour accumuler les nouvelles procédures contre Gaël. Mais les postières et postiers du 92 ne s'avouent pas vaincus. **Nous exigeons à leurs côtés la réintégration de Gaël, qui sera soumise au Tribunal Administratif de Cergy le 15 octobre 2020.**

Cette réintégration constituerait un encouragement pour les luttes sociales bien au-delà de La Poste et du 92.

**MANIFESTATION JUSQU'AU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DE CERGY LE 15 OCTOBRE**

RDV LE 15 OCTOBRE 9H SORTIE DU RER CERGY PRÉFECTURE